



# Ford veut un plan social pour son usine près de Bordeaux

07/06/2018 à 12h40 Mis à jour le 07/06/2018 à 13h13



Ford va ouvrir des négociations pour un plan social sur son site de Blanquefort (Gironde) où il avait annoncé la fin de la production en 2019 - Nicolas Tucat-AFP

Le groupe automobile va ouvrir des négociations pour un plan social (PSE) sur son site industriel de Blanquefort (Gironde) où l'industriel a prévu la fin de la production en

2019. Bercy "regrette vivement cette décision." Si aucun repreneur n'est trouvé, le site sera fermé, prévient Ford.

Le scénario d'un plan social (PSE) pour l'usine Ford située à près de Bordeaux se précise. À l'issue d'une réunion extraordinaire du comité d'entreprise de **Ford Aquitaine Industries** (FAI) qui s'est tenu ce jeudi 7 juin, le constructeur automobile va ouvrir des négociations pour un plan social sur son **site de Blanquefort** (Gironde) où l'industriel avait annoncé la fin de la production en 2019, a annoncé le ministre de l'Économie Bruno Le Maire, qui suit de près le dossier.

Le ministre, qui "regrette vivement cette décision", estime qu'une "reprise de la totalité des salariés apparaît possible" car "des discussions pour céder le site à un industriel sont actuellement en cours" et que "l'ouverture d'un plan de sauvegarde de l'emploi ne semble donc pas justifiée", a précisé Bercy dans un communiqué.

Ford envisage un PSE complet "qui comprend des mesures de redéploiement, de pré-retraite, ainsi que des mesures pour aider les salariés à rejoindre de nouveaux employeurs dans l'hypothèse où aucun repreneur ne serait trouvé et où la fermeture du site devrait être décidée en conséquence".

## **Le repreneur pressenti pour le site, une entreprise belge**

Le repreneur pressenti à jour pour le site bordelais est une entreprise belge, Pucnh Powerglide, qui, selon le quotidien **Sud-Ouest**, "n'a pas les moyens d'investir les centaines de millions d'euros nécessaires pour assurer l'avenir de l'usine Ford de Blanquefort et de ses 880 salariés".

Sur le site de l'agglomération bordelaise, inauguré en 1973, le personnel est âgé en moyenne de 51 ans, ce qui pourrait induire un PSE coûteux en raison des indemnités de licenciements (liées à l'ancienneté) et des départs probables en pré-retraite. Car, d'après Kieran Cahill, directeur de la division moteurs et transmissions de Ford Europe, "un long chemin reste à faire avant de trouver un éventuel accord entre Ford et Punch", toujours selon **Sud-Ouest**. Ford précise "qu'il n'y aura pas de départs contraints avant septembre 2019. Les salariés en poste à FAI en septembre 2019 ne subiraient aucune diminution de leur paye jusqu'à la fin de l'année 2019".

Selon les syndicats, depuis 2013, Ford a reçu au total 50 millions d'euros de financements publics en échange de la garantie de maintenir un millier d'emplois sur le site pendant cinq ans. Mais l'accord s'est achevé fin mai 2018,

ce qui, selon élus et syndicalistes, n'est pas étranger à l'annonce de Ford Europe de quitter son usine girondine en 2019.